

*Les crédits*

Je voudrais profiter de l'occasion pour parler de la situation de la Saskatchewan. Notre premier ministre, Grant Devine, confronté à un endettement attribuable à une baisse désastreuse des cours mondiaux pour le pétrole, la potasse, l'uranium et les produits agricoles, a certainement un rôle difficile à jouer, tout comme il a un engagement difficile à remplir envers les agriculteurs de la Saskatchewan.

Je crois que les conditions que nous avons proposées pour un programme à frais partagés ne lui facilitent pas la tâche. Ce sont les agriculteurs de la Saskatchewan qui devraient recevoir l'aide la plus considérable, mais à quel prix?

C'est un problème difficile qui n'a pas encore été réglé. Cependant, compte tenu des capacités de Grant Devine et de sa ténacité, je suis convaincu que l'entente qu'il négociera avec nous sera solide et positive.

Personne ne veut faire traîner les choses, mais il faut se rendre compte de la difficulté du problème.

En demandant aux provinces de verser le même montant que lui, le gouvernement fédéral espère que les agriculteurs obtiendront encore plus d'argent. Si les provinces choisissent de verser, comme nous, 500 millions de dollars, ce sera 1 milliard de dollars qu'on mettra à la disposition des agriculteurs pour la campagne de cette année. Les revenus agricoles de 1990-1991 seraient ainsi au même niveau que la moyenne quinquennale. Il est clair que le gouvernement fédéral veut faire sa part pour atténuer les difficultés financières des agriculteurs canadiens.

Il faut certes chercher à résoudre les problèmes actuels, mais il ne faut pas pour autant perdre de vue le long terme. C'est une des raisons pour lesquelles le vice-premier ministre et le ministre de l'Agriculture ont entrepris une révision en profondeur de notre politique avec le secteur agro-alimentaire. Il s'agit de la plus importante révision jamais entreprise, et elle porte sur toutes les facettes de cette industrie à la fois dynamique et essentielle.

Divers groupes industriels et gouvernementaux veillent à ce que notre industrie agro-alimentaire soit en bonne posture pour soutenir une concurrence de plus en plus acharnée et s'adapter à une demande en évolution constante et aux changements technologiques. Parallèlement, nous tenons à maintenir notre réputation de producteur d'aliments sains et nutritifs et à relever les défis que posent des préoccupations de plus en plus vives pour l'environnement.

Nous voulons aussi que nos agriculteurs disposent des programmes d'aide dont ils ont besoin. Nous voulons établir des programmes plus prévisibles et permanents. Nous voulons établir une politique agricole générale qui

permette d'éliminer les programmes spéciaux que nous devons actuellement mettre sur pied en réponse aux crises et aux difficultés que nous connaissons dans ce domaine.

Déjà, par exemple, nous avons amélioré le programme d'assurance-récolte. Les améliorations sont venues à temps pour la récolte de cette année. Elles découlent d'importants entretiens tenus avec les producteurs et nos homologues provinciaux.

Les producteurs et les gouvernements ont besoin d'un cadre de travail plus stable. Les producteurs canadiens ont besoin de sécurité dans l'élaboration de leur plan d'entreprise, et les gouvernements ont besoin de sécurité dans l'établissement de leur budget.

L'examen de la politique a amené le comité de soutien du revenu à étudier différentes orientations possibles pour l'établissement d'un programme national de soutien du revenu, pour les céréales et les graines oléagineuses. Ce programme a fait l'objet de discussion avec les ministres fédéral et provinciaux de l'Agriculture et l'on tente maintenant de l'harmoniser avec un programme de soutien du revenu, complet et à long terme, qui s'appliquerait à toutes les catégories de produits et de producteurs.

Un groupe de travail fédéral-provincial examine maintenant la question des programmes de soutien du revenu à long terme. Ses travaux seront étudiés au cours d'une réunion des ministres de l'Agriculture fédéral et provinciaux, qui se tiendra à Moncton, en août de cette année. Les ministres discuteront également des travaux des autres groupes d'étude des politiques. Ces groupes scrutent les divers aspects de la politique, comme la gestion de l'approvisionnement, le transport, la compétitivité, l'agriculture durable, l'innocuité des aliments, le financement et la gestion des fermes, l'enregistrement des pesticides, la recherche et la technologie ainsi que les barrières commerciales interprovinciales.

Ces groupes proposeront de nouvelles orientations qui seront examinées en fonction de la perspective commune des gouvernements fédéral et provinciaux sur l'avenir de l'agriculture canadienne. Cette perspective repose sur quatre principes de base: une politique qui reconnaisse la diversité régionale, un environnement plus viable, une plus grande autonomie et une plus grande souplesse pour répondre aux besoins du marché.

Ces nouvelles orientations seront établies en fonction des caractéristiques particulières des régions et des avantages qu'elles offrent. Chaque région sera invitée à produire ce qu'elle peut produire et commercialiser avec le plus d'efficacité. Elles feront en sorte que nos usages dans le domaine de la production alimentaire cadrent avec la nécessité de protéger l'environnement et de préserver nos ressources naturelles.